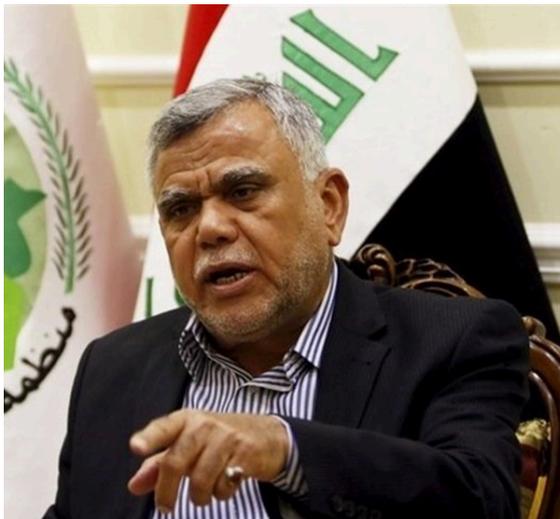


Hadi Al-Ameri

Chef du parti politique
chiite irakien Badr



Date de naissance :

Contestée entre les sources : 1956 d'après le site « *Counter Terrorism Project* » /1954 d'après le centre de recherche « *Counter Terrorist Trends and Analysis* »

Lieu de naissance : Province de Diyala en Irak

Fonctions actuelles: Dirigeant et secrétaire général de l'Organisation Badr / Chef du parti politique chiite Badr

Introduction

Hadi al-Ameri, né entre 1954 et 1957 dans la province de Diyala en Irak, est un dirigeant du parti politique chiite Organisation Badr ainsi que de sa branche armée des Brigades Badr. Le groupe est à l'origine une des plus anciennes milices chiites affiliées aux opérations extérieures du Corps des Gardiens de la Révolution dirigées par la Force Al-Qods en Irak. Al-Ameri, ayant passé la majeure partie de sa vie en Iran avant l'année 2003 et la chute du régime de Saddam Hussein, est un des leaders et représentants les plus influents des milices pro-iraniennes. Il est par ailleurs accusé d'avoir perpétré des massacres contre des communautés sunnites irakiennes à partir de 2004.

Biographie

Durant sa jeunesse, il effectue son parcours universitaire à l'Université de Bagdad. Tout comme de nombreux futurs leaders chiites de la région, Al-Ameri commence son parcours militaire durant le conflit entre l'Iran et l'Irak entre 1980 et 1988. Faisant partie des opposants au gouvernement de

Saddam Hussein, il intègre rapidement l'organisation des Gardiens de la Révolution iraniens combattant contre Bagdad. Intégré au Conseil suprême islamique irakien dirigé depuis Téhéran, Il est également actif au sein des affaires militaires, puisque durant la période de guerre il occupe des fonctions importantes telles que commandant de bataillon des forces terrestres des Gardiens de la Révolution Islamique. Durant cette période, Al-Ameri participe à la fondation de l'Organisation Badr, créée en 1983 et servant initialement de branche armée au CSII. L'ascension d'Al-Ameri s'effectue notamment par la confiance accordée par le chef du Conseil de l'époque, l'ayatollah Shaheed al-Mehraab, qui l'envoie sur le territoire irakien pour mener les opérations locales contre le gouvernement de Saddam Hussein. Ces activités lui permettent d'accéder à multiples fonctions jusqu'à devenir commandant du 9e Badr en 2002.

A la fin du conflit en 1988, l'Organisation Badr s'exile en Iran et conduit des opérations ponctuelles sur le territoire irakien. Durant la première guerre du

Golfe à partir de 1990, les forces de Badr participent entre autres à des soulèvements contre le gouvernement irakien dans le sud du pays. Cependant, comme d'autres opérations similaires, les Brigades Badr sont vaincues par l'armée irakienne. Les premières années de l'organisation constituent un des échecs de l'axe pro-iranien, notamment du fait du manque de formation à la guérilla et des méthodes non-conventionnelles des leaders de Badr par rapport aux autres milices chiites.

Mais en 2003, au moment de la chute du régime baasiste irakien, le rôle de l'organisation au sein de l'axe soutenu par Téhéran prend une autre dimension. En effet, le vide politique et institutionnel provoqué par la chute de Saddam Hussein permet à Badr de réinvestir ses forces sur le territoire irakien. Hadi Al-Ameri et d'autres leaders du mouvement décident, à cette période, de se séparer du commandement du CSII, en renommant l'organisation " *l'Organisation Badr pour la reconstruction et le développement* ", officiellement non-violente et ayant

pour objectif de participer à la reconstruction du pays. Cependant, plusieurs sources indiquent qu'à partir de 2004 le groupe se lance dans une série d'attaques et de violences envers les populations sunnites irakiennes. Une source du Département d'État américain datant de 2009 précise même les exactions graves et répétées auxquelles Al-Ameri s'employait. Il est également accusé d'avoir ordonné des attaques sur plus de 2000 civils irakiens. D'autres sources affirment que des membres de Badr auraient infiltré les forces de sécurité irakiennes pour torturer et exécuter des sunnites. Ces exactions sont démenties par Al-Ameri qui assure ne pas utiliser ce genre de méthode.

En 2010, Al-Ameri est nommé ministre des Transports sous le gouvernement de Nouri al-Maliki. Durant cette période, il est à plusieurs reprises accusé d'avoir détourné des fonds et abusé de son autorité. Un des éléments marquants de ces agissements est entre autres la décision prise par Al-Ameri d'autoriser l'Iran à utiliser l'espace aérien irakien pour livrer de l'armement au gouvernement de Bachar El-Assad en

Syrie. Par la suite, Hadi Al-Ameri a fait partie des candidats au poste de ministre de l'Intérieur après que l'Organisation Badr ait remporté les élections parlementaires de 2014. Cependant c'est finalement Mohammed Ghabban qui a hérité de la fonction.

Le 12 décembre 2011, Al-Ameri fait partie de la délégation irakienne du Premier Ministre Nouri Al-Maliki reçue à la Maison Blanche à Washington. Des manifestations contre sa présence sont organisées, notamment au motif qu'il aurait participé à l'attaque des tours Khobar en Arabie Saoudite, officiellement attribuée à Hezbollah al-Hedjaz et ayant provoqué la mort de 20 personnes en juin 1996.

Parmi les victoires marquantes de Al-Ameri, la prise de Tikrit à l'Etat Islamique en mars 2015 constitue un des faits marquants des victoires militaires des Brigades Badr. La même année, Al-Ameri reçoit une fois de plus l'attention internationale après que 72 civils du district de Muqdadiyya aient été tués dans la ville de Barwana.

L'Organisation Badr est suspectée d'être à l'origine de l'attaque, et des gouverneurs chiites de la région désigne le groupe comme responsable. Finalement, Al-Ameri réfute ces accusations : *" Je n'ai pas placé un seul Hachd Al-Shaabi dans la zone d'opérations de Barwanah. Il peut s'agir de résidents de la région, mais ce ne sont pas des Hachd Al-Shaabi. "* (Les "Hachd Al-Shaabi" constituent une coalition de milices majoritairement chiites formée à partir de 2014 lors de la seconde guerre civile irakienne).

En 2017, Al-Ameri se prononce au sujet du retour de la présence militaire américaine en Irak depuis 2014 : *" Nous adopterons une décision parlementaire pour retirer toutes les troupes américaines. "* Cette déclaration a marqué une augmentation des tensions entre les Etats-Unis, jusqu'alors conciliants avec la présence de la milice chiite et favorisant son renforcement afin de combattre Daesh. L'affaiblissement progressif de cet ennemi commun a finalement relancé

l'opposition du groupe dépendant de Téhéran. En décembre de la même année, le leader de l'organisation déclare souhaiter démobiliser les combattants des Brigades Badr et faire appliquer la loi de novembre 2016 appelant les différentes milices à intégrer les forces conventionnelles irakiennes. Cette tendance s'inversera avec le temps, le gouvernement central n'ayant pas les capacités de reprendre le contrôle sur les différentes factions présentes sur son territoire.

Al-Ameri se positionne également en faveur de la création de l'Alliance Fatah, coalition politique permettant de regrouper les différentes milices chiites irakiennes et de participer aux élections de 2018. Après avoir souhaité se présenter au poste de Premier Ministre, il retire finalement sa candidature le 18 septembre 2018. A partir de 2019, il prend la responsabilité de superviser le champ de pétrole de Majnoun près de Bassora.

En janvier 2020, Al-Ameri se rend aux funérailles du commandant de la Force Al-Qods des Pasdarans Qassem

Soleimani tué dans une opération américaine à Bagdad, et jure que les organisations chiites se vengeront des Etats-Unis. A partir de 2023 et du début de la guerre entre Israël et le Hamas, l'Organisation Badr et d'autres groupes chiites conduisent des attaques contre les bases américaines et sur le territoire israélien.

En somme, Hadi Al-Ameri a été un acteur clé dans le commandement des milices chiites irakiennes après la chute de Saddam Hussein, et a participé au renforcement de l'Organisation Badr après les retraits successifs de l'armée américaine en 2011 puis en 2021. Il est sans conteste l'un des hommes forts fidèles aux Gardiens de la Révolution Islamique et représente un atout significatif pour le gouvernement iranien en Irak.

Caractéristiques de l'Organisation Badr et intégration à l'Etat irakien

Le lien d'influence et de contrôle existant entre le Corps des Gardiens de la Révolution et l'Organisation Badr a perduré malgré l'image parfois indépendante de certaines milices

chiites. A l'occasion du retrait militaire américain d'Irak en 2011, les membres de Badr ont par exemple célébré l'événement en affichant le portrait du Leader suprême Ali Khamenei et de son prédécesseur Ruhollah Khomeini sur les murs des bâtiments gouvernementaux irakiens. Al-Ameri a réaffirmé à plusieurs reprises son soutien à l'ayatollah, comme il l'avait fait dans une vidéo filmée durant la guerre Iran-Irak : *" Si notre imam dit guerre, nous disons guerre. S'il dit paix alors nous disons paix "*.

Cependant, d'un point de vue financier, l'organisation n'est pas essentiellement soutenue par l'Iran et s'appuie sur une multitude de fonds en fonction des factions et des branches concernées. Bien que Badr soit issue d'un mouvement " *walai* ", à savoir qu'elle est susceptible de reconnaître l'autorité suprême d'Ali Khamenei au détriment de l'Etat irakien, le groupe s'appuie sur la structure étatique établie en Irak afin de renforcer son influence et ses capacités. A titre d'exemple, Badr investit les ministères de la Défense, de l'Intérieur, et d'autres institutions

gouvernementales ayant un pouvoir normatif sur elle. Elle désobéit à son autorité quand elle le juge nécessaire. Ce positionnement permet à la fois d'exercer une influence au sein du gouvernement irakien, tout en bénéficiant du soutien logistique et financier de l'Iran. L'Organisation Badr était parfois désignée par certains analystes comme étant la deuxième organisation la plus importante du réseau pro-iranien après le Hezbollah libanais.

D'un point de vue idéologique, Badr s'inscrit dans le mouvement du *al-Muqawama al-Islamiyya*, désignant " la résistance islamique " en Irak, qui cherche en priorité à obtenir le retrait complet des forces américaines au Moyen-Orient. Cependant, Badr adopte

ces dernières années une position moins affirmée au sein de la *muqawama* au sens large car d'autres groupes armés chiites se positionnent davantage en faveur d'attaques contre les forces américaines, et par extension ses alliés, ce qui contraste avec la communication plus prudente des dirigeants de Badr.

Sources : *Washington Institute ; Les clés du Moyen Orient ; Counter Terrorism ; Jstor ; Atlantic Council ;*

Reuters ; NCR Iran ; Aawsat ; Grip ;

Dernière mise à jour : 04 / 06 / 2025

Raphaël SILBERT